

14. Mai 2025

Q&R sur l'étude « Valeur ajoutée des programmes de l'UE pour la Suisse – Effets de la participation restreinte 2021–2024 »

Pourquoi cette étude a-t-elle été commandée ?

La Suisse, en tant que nation de la connaissance, dépend des programmes de recherche de l'UE. C'est ce que démontre une étude approfondie commandée par scienceindustries et rédigée par Dr Dr h.c. Barbara Haering et lic. oec. Sandra Wirth (direction de l'étude). Jusqu'ici, ce sont surtout les milieux académiques qui ont exprimé leur préoccupation face à une exclusion des programmes européens. Mais l'économie en est également touchée – ce que cette étude met en évidence.

Quel était le mandat de l'étude ?

Le mandat confié par l'association consistait à analyser la valeur ajoutée des programmes de recherche de l'Union européenne (UE) pour la Suisse, ainsi que les effets de la participation restreinte de la Suisse entre 2021 et 2024. L'objectif principal était de souligner l'importance de ces programmes pour l'économie suisse.

Que montre l'étude ?

L'analyse approfondie et l'évaluation systématique de nombreux entretiens avec des experts soulignent que les programmes de recherche de l'UE apportent une valeur ajoutée claire à la science, à l'économie et à la société suisses. Une exclusion de ces programmes affecte non seulement les universités, mais aussi les entreprises innovantes (en particulier les PME) et la compétitivité globale de la Suisse – avec des répercussions sur l'ensemble de l'économie et donc sur la société.

Quelle a été l'ampleur des effets négatifs entre 2021 et 2024 ?

Les financements de transition et complémentaires mis en place en Suisse ont permis d'éviter des effets macroéconomiques visibles à court terme. Toutefois, ils n'ont pas permis de compenser les pertes structurelles en matière de mise en réseau, d'influence et de visibilité.

Qui a été affecté par cette exclusion ?

Non seulement les milieux scientifiques, mais aussi les industries fondées sur le savoir ont été touchées par la participation restreinte de la Suisse. C'est l'ensemble de l'écosystème suisse de l'innovation et sa compétitivité internationale qui en ont souffert – avec des effets durables.

14. Mai 2025

Qu'en est-il des secteurs d'avenir ?

La participation limitée a freiné le développement d'entreprises, en particulier des PME actives dans des industries high-tech orientées vers l'exportation, essentielles à l'économie suisse.

Qu'en est-il des spin-offs et start-up ?

Dans leur phase initiale, les entreprises fondées sur le savoir s'appuient sur les innovations issues des hautes écoles. Elles doivent se concentrer sur la structuration, la production et le marketing. Le soutien de l'EIC Accelerator est ici particulièrement important.

Comment les PME suisses bénéficient-elles des programmes de l'UE ?

Les PME suisses, spécialisées, exportatrices et ancrées régionalement, tirent un grand avantage de ces programmes : accès à la recherche, à des partenariats d'innovation internationaux et à de nouveaux marchés. Elles peuvent aussi influencer la réglementation européenne par le biais de ces plateformes.

Et les grandes entreprises ?

Elles profitent des talents, de la recherche et de la représentation d'intérêts. Certaines ont pu continuer à participer depuis leurs sites européens, mais leur influence depuis la Suisse sur la politique européenne d'innovation a diminué.

Peut-on quantifier les bénéfices ?

Des simulations montrent que la hausse du PIB dans l'UE s'explique surtout par l'augmentation de la productivité liée à des investissements accrus en recherche et développement – plus efficaces à l'échelle transnationale que nationale.

Quelle est la base de ces hypothèses ?

Le modèle de simulation RHOMOLO de la Commission européenne montre que les programmes de recherche peuvent générer jusqu'à 0,17 % du PIB de l'UE (base 2020), avec un effet maximal attendu entre 2027 et 2035.

Et du point de vue suisse ?

Les simulations macroéconomiques de l'UE, le modèle d'impact utilisé dans l'étude et les estimations du SEFRI (2019) indiquent clairement que la compétitivité des industries fondées sur le savoir souffre d'une participation restreinte.

14. Mai 2025

Pourquoi la Suisse a-t-elle été affaiblie ?

La Suisse – et donc la défense de ses intérêts – a été affaiblie sur toute la chaîne de valeur, de la recherche à l'innovation, en passant par les marchés et la réglementation. Cela, à un moment où les grands défis globaux ne peuvent plus être relevés au niveau national.

Qui a été le plus touché ?

Les jeunes chercheurs, les étudiants, ainsi que les PME high-tech. Ce sont précisément les publics cibles des programmes européens, essentiels pour l'avenir de la Suisse.

Quelles sont les conséquences concrètes ?

Les chercheurs et les entreprises continuent à faire face à une insécurité juridique et stratégique concernant leur participation. Cela freine particulièrement les dépôts de projets par les entreprises.

Pourquoi la pleine association de la Suisse est-elle aussi importante pour l'Europe ?

Elle est aussi dans l'intérêt de la compétitivité européenne, surtout en période de fragmentation géopolitique. Une exclusion de domaines clés comme le quantique, les semi-conducteurs, l'espace ou le cyber nuit aux deux parties.

Pourquoi faut-il des conditions-cadres stables ?

La recherche et l'innovation dépendent de la stabilité et du financement public. Les grandes avancées sont issues de projets à long terme soutenus par les pouvoirs publics.

Qui a financé l'étude ?

L'étude a été rédigée pour le compte de scienceindustries et financée par **Novartis International AG**.

Qui a sélectionné les autrices ?

Après évaluation de plusieurs offres, les autrices ont été choisies par scienceindustries et un groupe d'accompagnement composé de représentants de membres et de partenaires.

Que va-t-il se passer après la publication ?

L'étude doit alimenter le débat politique sur les relations bilatérales Suisse-UE. Elle doit être prise en compte par le Parlement et ses commissions dans leurs décisions concernant l'accord avec l'UE.

14. Mai 2025

Le sujet est-il encore d'actualité ?

Oui – la Suisse n'est que provisoirement réassociée. En cas de rejet des Bilatérales III, nous serions à nouveau exclus. Il est donc essentiel que le Parlement et la population comprennent l'importance de cette coopération. Depuis début 2025, la Suisse est à nouveau provisoirement associée à Horizon Europe. Cette étude montre factuellement l'intérêt d'une association à long terme – et le coût d'une nouvelle exclusion. L'objectif : rappeler l'importance de la coopération avec l'UE en matière de recherche pour l'innovation et la compétitivité avant que de nouvelles décisions politiques ne soient prises.

Qui a mené l'étude et comment ?

Commandée par scienceindustries, l'étude a été réalisée par Barbara Haering et Sandra Wirth. Elle repose sur plus de 40 entretiens qualitatifs avec des acteurs de l'industrie, de la science et des start-up, complétés par des analyses économiques et des comparaisons internationales (Autriche, Royaume-Uni).

Y a-t-il des impacts économiques concrets ?

Oui. Des projets ont été retardés, des financements perdus, des investisseurs internationaux découragés. Surtout les PME n'ont pas pu concrétiser certaines innovations. Une exclusion durable nuirait à l'ensemble du secteur fondé sur la connaissance.

Que demande scienceindustries concrètement ?

Nous demandons une **association pleine et durable de la Suisse à Horizon Europe** et aux programmes associés. Seules des relations stables et contractualisées offrent une sécurité de planification pour la recherche, l'industrie et la relève. Les Bilatérales III sont un outil central à cet effet.

Que se passerait-il si l'association échouait ?

Une nouvelle exclusion serait un recul – scientifique, économique et stratégique. Les grands défis comme le climat, la santé ou la digitalisation nécessitent une collaboration internationale. Faire cavalier seul nuit à la connectivité et à la capacité d'innovation.

Contact :

Stephan Mumenthaler, Directeur scienceindustries

Tél. +41 44 368 17 20, stephan.mumenthaler@scienceindustries.ch

14. Mai 2025

À propos de scienceindustries :

scienceindustries, l'association économique suisse des industries chimie, pharma et sciences de la vie, s'engage pour des conditions-cadres d'excellence pour ses quelque 250 entreprises membres. Le secteur emploie environ 80 000 personnes en Suisse et constitue la plus grande branche exportatrice du pays, contribuant ainsi de manière significative à sa prospérité.